



Drame de N'gobo

La compassion du gouvernement s'exprime davantage

Le gouvernement togolais n'a pas encore classé le drame de N'gobo dans la préfecture de Blitta dans les pages de l'histoire. Au contraire, alors que l'émoi suscité par ce triste événement s'estompe peu à peu, le gouvernement est passé à l'action ...



PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

«Ici ou ailleurs, le bonheur, pour moi c'est se donner les moyens de construire ses propres rêves », Kpakpabia Thomas, bénéficiaire AGRISEF

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI, nous vous conduisons à Kpenzindè, dans la préfecture de la Kozah (420 Km au nord de Lomé) ...

PAGE 2

PUBLIREPORTAGE



Deux héroïnes de la santé pour le Togo

Les prix des Héroïnes de la santé, ont été décernés à Anita Kouvahey - Eklu, directrice pays adjointe de l'ONG internationale SANTE INTEGREE/INTEGRATE HEALTH Togo et Afi Kpaba, agent de santé communautaire respectivement en 2022 et 2023. Pour l'édition 2023, douze héroïnes venues du Togo, de l'Ouganda, du Ghana, du Burkina - Faso, de la Côte d'Ivoire, du Nigéria, du Sénégal, du Malawi, de l'Ethiopie et du Kenya ont été honorées, toutes des agents de santé communautaires ...

PAGE 12

ECONOMIE

Transport aérien

Askyl Airlines dessert désormais Nairobi

La compagnie aérienne Askyl vient de matérialiser une de ses ambitions phares. Une nouvelle ligne aérienne vient d'étoffer les offres de la compagnie panafricaine. En direction de l'Afrique de l'Est, le vol inaugural Askyl à destination ...

PAGE 5



Politiques publiques

Le Togo classé dans le top 5 des plus performants en Afrique

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'évaluation des politiques publiques en Afrique (CPIA 2023), le Togo est le pays qui a enregistré la plus forte augmentation de note sur le continent africain. Le pays est classé dans le top 5 en Afrique dans ce domaine ; ce qui constitue un encouragement pour les gouvernants et les populations.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Conseil de l'Entente : Wautabouna Ouattara reçu en audience par Faure Gnassingbé

Le nouveau secrétaire exécutif du Conseil de l'Entente, Wautabouna Ouattara, a été reçu le lundi 02 octobre par le président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé. Porté à la tête de l'organe administratif permanent et opérationnel de l'Organisation, l'Ivoirien était venu recueillir les orientations du chef de l'Etat togolais, actuel président en exercice de la conférence des chefs d'Etat de l'institution.

"Nous sommes venu pour exprimer notre gratitude au président de la République, qui est le président de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Entente. Nous nous félicitons de ses hautes instructions pour les conduites à tenir en vue de repositionner le Conseil de l'Entente et de faire face aux défis de la communauté. Nous sommes ressorti très enrichi de cette audience, avec la ferme détermination d'aller de l'avant et de relever tous les défis", a souligné le successeur de Marcel Amon-Tanoh à l'issue de l'entretien.





Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise



www.pia-togo.com

 SOMMAIRE	Burkina Faso/Transition Ibrahim Traoré renforce sa sécurité  P 4	Transport aérien Askya Airlines dessert désormais Nairobi  P 5	Economie togolaise Réformes et initiatives pertinentes  P 6
--	---	--	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

« Ici ou ailleurs, le bonheur, pour moi c'est se donner les moyens de construire ses propres rêves », Kpakpabia Thomas, bénéficiaire AGRISEF

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI, nous vous conduisons à Kpenzindè, dans la préfecture de la Kozah (420 Km au nord de Lomé) pour partager avec vous les témoignages de KPAKPABIA Thomas, bénéficiaire du Produit "Accès des Agriculteurs aux Services Financiers" (AGRISEF).

Le produit AGRISEF, un des produits spécialisés du Fonds National de la Finance Inclusive destiné aux petits exploitants agricoles a permis à des milliers d'agriculteurs et d'éleveurs d'avoir accès au microcrédit pour exploiter leurs superficies agricoles ou alors passer à échelle leurs activités élevages. D'autres ont par ailleurs utilisé le crédit pour la transformation agricole. C'est le cas ici à Kara, où KPAKPABIA Thomas réside depuis plus de quatre décennies.

"Je suis agriculteur résident à Kpenzindè, un canton de la région de la Kara. Avec les difficultés financières que j'éprouve pour l'exploitation de ma superficie agricole, je n'étais plus en mesure d'engraisser mon champ comme il se devait. A partir de ce moment, je commençais à avoir de maigres rendements, car je n'arrivais plus à enrichir le sol que j'exploite avec des engrais. Sur informations périodiques du bout des ondes, j'ai décidé d'aller vers MUFEK Kara, une institution de microfinance partenaire du FNFI pour me renseigner sur le

Produit AGRISEF du Fonds."

Et justement pour faciliter l'accès aux produits du Fonds, l'institution a noué un partenariat actif et dynamique avec 26 Prestataires de Services Financiers partenaires répartis sur l'ensemble du territoire national. Des agents qui ont donc la mission de recevoir les bénéficiaires potentiels, de les informer et de les sensibiliser sur les produits dont ils sont éligibles, de les mettre en relation avec les Prestataires de Services Techniques pour la formation en gestion de crédit puis enfin retourner vers les PSF pour l'octroi du microcrédit.

" Désormais bien informé sur ce produit, ma coopérative agricole a suivi toutes les étapes nécessaires pour l'octroi du crédit. J'ai obtenu un premier crédit de 100.000 F CFA et j'ai pu acheter des sacs d'engrais en grande quantité pour mon champ de maïs. Aujourd'hui, grâce à ce crédit, j'ai à ma disposition deux champs à kpenzidè, et comme prévisions, je compte obtenir à la fin de la saison plus de 18 sacs de maïs", nous confie le

jeune agriculteur fier de son parcours.

Notre interlocuteur nous montre fermement ses superficies cultivables remplies de maïs bien mures, une preuve pour lui que le crédit AGRISEF a servi bien à quelque chose.

" Dans mon patois, on dit



Kpakpabia Thomas

souvent qu'il faut toujours se donner les moyens dans la vie afin d'obtenir ce que nous voulons. Quand j'ai entendu parler du FNFI, je n'ai pas hésité à m'en rapprocher afin d'en savoir davantage. Je voudrais pour cela inviter les autres à éviter les stéréotypes et les stigmatisations et de saisir à bras le cœur toutes les opportunités mises à notre disposition afin de favoriser

notre épanouissement financier et social."

Un premier crédit que notre interlocuteur a su fructifier, et pour cause les recettes qu'il génère de la vente de ses récoltes lui permet pleinement de se prendre en charge et de satisfaire les besoins de sa famille.

" Aujourd'hui, les recettes que je dégage après chaque campagne agricole, me permettent non seulement de rembourser les échéances de mon crédit, mais aussi de subvenir à mes besoins et de prendre en charge ma famille. Je parviens même à réaliser une épargne stratégique qui me permettra in fine de réaliser d'autres investissements. Comme investissements

à long terme, j'entends me lancer dans la transformation des produits agricoles, car selon moi, l'agriculture c'est non seulement la production agricole mais aussi la transformation des céréales en plusieurs autres produits dérivés essentielles à notre consommation."

Thomas est plus que convaincu désormais que son épanouissement réside dans sa préfecture natale, où le FNFI lui aura permis de concrétiser son rêve, celui d'être un grand agriculteur de la région. Pour lui, plus de rêve d'un ailleurs.

"Il arrive des moments où quand la situation financière devient difficile, plusieurs jeunes et mêmes des personnes plus matures pensent à tenter l'aventure dans l'espoir de pouvoir trouver mieux. Mais c'est souvent des illusions, car dans la plupart des cas ces aventures se terminent par des déceptions. Nous ici, nous avons désormais grâce au FNFI ainsi qu'aux autres projets de développement mis en place par le Gouvernement pour nous soutenir, nous avons toutes les raisons disais-je de rester sur place pour bâtir notre propre bonheur. Ici ou ailleurs, le bonheur, pour moi c'est se donner les moyens de construire ses propres rêves."

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel





	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva Alexandre Wémima Edem Dadzie	Attipoe Edem Kodjo Responsable administrative, financière et commerciale: AMAH Essognim Service commercial: DIRECT AGENCE Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92 Graphiste: Eros Dagoudi	Imprimerie: Direct Print Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	--	--	---

Drame de N'gobo

La compassion du gouvernement s'exprime davantage

Le gouvernement togolais n'a pas encore classé le drame de N'gobo dans la préfecture de Blitta dans les pages de l'histoire. Au contraire, alors que l'émoi suscité par ce triste événement s'estompe peu à peu, le gouvernement est passé à l'action, en apportant un soutien pratique aux familles endeuillées et au blessé.

Le lundi 2 octobre 2023, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a envoyé une délégation ministérielle auprès des sinistrés. Elle était conduite par le ministre des Enseignements primaire, secondaire, et technique, le professeur Dodzi Komla Kokoroko, et sa collègue de l'Action sociale, de la Promotion de la femme, et de l'Alphabétisation, Adjovi Lonlonyo Apédo, épouse Anakoma.

L'objectif de cette mission était de présenter une nouvelle fois les condoléances de l'ensemble du gouvernement aux familles des victimes ainsi qu'à toute la population du canton, s'enquérir de l'état de santé de l'enseignant blessé, et constater les faits. Il faut rappeler que juste après le drame le gouvernement avait publié



Professeur Dodzi Komla Kokoroko (à droite)

un communiqué.

A travers cette première sortie, le gouvernement avait déjà annoncé des mesures fortes pour

éviter de tels drames à l'avenir. Le ministre en charge du secteur a renchéri lors de la mission gouvernementale. « Le

École primaire publique (EPP) afin de renforcer sa capacité d'accueil », a promis le professeur Dodzi Komla Kokoroko.

où, à tout moment, et dans des conditions parfois inexplicables. Ici, il est évident que le mûr ne tenait plus. Ce n'est certainement pas parce que cela est fait en terre battue. Mais, tout simplement qu'il ne tenait plus.

Le constat a-t-il été fait par les responsables de l'établissement ? Difficile de le dire. Le mal est déjà fait pour cette fois. Comme l'a signifié le gouvernement, l'important est de renforcer les infrastructures scolaires et de prendre des mesures pour prévenir de tels drames à l'avenir.

Lors de la mission gouvernementale de lundi dernier, la ministre Adjovi Lonlonyo Apédo épouse Anakoma a remis un soutien financier aux familles touchées par l'accident. Il s'agit d'une action menée sur instruction du président de la République Faure Gnassingbé.

Edem Dadzie

Politiques publiques

Le Togo classé dans le top 5 des plus performants en Afrique

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'évaluation des politiques publiques en Afrique (CPIA 2023), le Togo est le pays qui a enregistré la plus forte augmentation de note sur le continent africain. Le pays est classé dans le top 5 en Afrique dans ce domaine ; ce qui constitue un encouragement pour les gouvernants et les populations.

édité par l'institution de Bretton Woods. Le pays s'illustre particulièrement sur les indicateurs de la gestion économique, des

d'équité. Par contre, des efforts restent à faire au niveau des institutions du secteur public et de la gestion du secteur financier.

Avec cette performance, dans le sillage de celle de l'année écoulée, le pays gravit les échelons et s'installe désormais dans le Top 5 africain (sur les 39 États évalués et éligibles aux ressources de l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale), aux côtés du Sénégal et de la Côte d'Ivoire (tous décrochant un score de 3.7). Sur le classement Afrique de l'Ouest et Centrale, le Togo fait mieux et s'adjuge la troisième place.

Pour le Togo, ce progrès, salué il y a quelques jours par le représentant résident de la Banque mondiale, est surtout le fruit du vaste programme de réformes institutionnelles et

économiques initié par le président de la République, Faure Gnassingbé, depuis six ans désormais.

« Les avancées enregistrées par le Togo dans le classement CPIA depuis 2017 reflètent les bénéfices tangibles des réformes institutionnelles et économiques que nous avons engagées. Non seulement, cette hausse est notable en comparaison avec la tendance générale en Afrique, mais elle nous encourage également à poursuivre nos efforts », a souligné la ministre et secrétaire générale de la présidence de la République, Sandra Ablamba Johnson.

Il est à noter que ces améliorations significatives de la gouvernance publique ont entraîné une hausse de plus de 380% des ressources mobilisées auprès de la Banque mondiale.

TM



Faure Gnassingbé

Le Togo passe de 3.0 en 2016 à 3.7 en 2022, après avoir stagné

pendant plusieurs années auparavant à l'indice de ce diagnostic annuel

politiques structurelles, ou encore des initiatives d'inclusion sociale et

Burkina Faso/Transition

Ibrahim Traoré renforce sa sécurité

Il avait essayé de cacher le malaise au sein de l'armée. Il est allé jusqu'à suspendre le média panafricain Jeune Afrique qui avait parlé d'une grogne au sein de l'armée. Et pourtant, le capitaine Ibrahim Traoré a été l'objet d'une tentative de coup d'Etat et des officiers ont été mis aux arrêts. Depuis le 27 septembre, des moyens humains et matériels ont été renforcés autour de sa résidence.



Le capitaine Ibrahim Traoré a encore renforcé le dispositif autour de la primature, dans le centre-ville de Ouagadougou, qu'il utilise comme présidence à la place du traditionnel palais de Kosyam. Des renforts humains ont été déployés, un nouveau véhicule blindé a été positionné au rond-point voisin des Nations unies et la circulation est désormais interdite la nuit dans un rayon de 500 mètres autour du bâtiment – près duquel il résidait encore récemment. Les accès au camp de gendarmerie Paspanga, situé dans la même zone, sont par ailleurs restreints. Enfin, des moyens aériens ont aussi été mis à contribution par les autorités de transition pour parer à toute éventualité : depuis le vendredi 29 septembre, un avion de l'armée doté de moyens ISR (renseignement, surveillance, reconnaissance) survole ponctuellement la capitale. Moins d'une semaine après la tentative de putsch dénoncée par la transition, les tensions y sont pourtant toujours palpables. En particulier parmi les Forces spéciales et celles de la gendarmerie nationale, dont les chefs – le commandant Abdoul Aziz Aouoba et le lieutenant-colonel Cheick Hamza Ouattara – font partie des quatre officiers arrêtés le 27 septembre et formellement accusés de « complot contre la sûreté de l'État ».

La grogne est telle que le chef d'état-major général des armées, le colonel-major Célestin Simporé, et le ministre de la Défense, le colonel-major Kassoum Coulibaly, y ont été dépêchés par Ibrahim Traoré pour s'entretenir avec certains de leurs membres et tenter de ramener le calme dans les rangs.

T.M. et Jeune Afrique

Madagascar/Présidentielle

L'opposition dans la rue pour contester l'éligibilité du président sortant

Madagascar s'est enfoncé un peu plus dans la crise avec la répression, lundi 2 octobre, de la manifestation organisée par l'opposition pour protester contre le refus du président sortant et candidat à sa réélection, Andry Rajoelina, d'entrer dans un processus de négociations pour parvenir à l'organisation d'élections libres et transparentes d'ici au premier tour de la présidentielle, fixé au 9 novembre.

Andry Raobelina, l'un des onze candidats, sur les douze opposants, unis contre Andry Rajoelina, a été victime de tirs de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc utilisés pour disperser la foule qui tentait de rejoindre la place du 13-Mai, dans le centre d'Antananarivo. Il a été hospitalisé. Rivo Rakotovoao, ancien président du Sénat et président du parti HVM (« Force nouvelle pour Madagascar »), a également été légèrement blessé.

Le gouvernement collégial désigné pour assurer l'interim jusqu'à l'élection avait déployé d'importantes forces de police et de gendarmerie dans le centre de la capitale pour dissuader l'opposition d'organiser ce rassemblement qu'il avait interdit.

Dimanche soir, dans une intervention diffusée sur plusieurs chaînes de télévision privées,

Andry Rajoelina – qui a démissionné de sa fonction de chef de l'Etat, comme le prévoit la loi, pour pouvoir se représenter – avait dénoncé une crise créée, selon lui, « de toutes pièces » par « certains candidats qui ne sont pas prêts et demandent une transition ». Fermant de ce fait la porte au dialogue.

Au même moment, les onze candidats de l'opposition réunis au sein d'un collectif – comptant parmi eux les

présidentielle. Nous avons interpellé sur les fraudes de toutes sortes dans la liste électorale et dénoncé les arrêts de la Haute Cour constitutionnelle, puisque toute personne détentrice d'une nationalité étrangère et déchue de la nationalité malgache ne peut être candidat. »

Malgré les risques, les candidats de l'opposition ont décidé de se rassembler à nouveau mardi 3 octobre. « La place



deux anciens chefs de l'Etat Marc Ravalomanana et Hery Rajaonarimampianina – justifiaient leur initiative : « Nous avons interpellé à de nombreuses reprises sur les infractions à la loi, les atteintes à la Constitution, le mépris de la souveraineté nationale dans les préparatifs et l'organisation de l'élection

du 13-Mai est la seule place où l'histoire de notre pays a pu être changée. Nous y retournerons demain et les jours suivants. Jusqu'à ce que nous soyons entendus », assure Hajo Andrianainarivelo, président du parti MMM et membre de la coalition des onze.

TM

Niger/Transition

Le Niger accepte le plan de médiation de l'Algérie sous réserves

Le Niger a accepté la médiation de l'Algérie. Mais la junte a émis des réserves relatives à la durée de la transition, qui selon elle, ne pourra être fixée que par un forum national inclusif nigérien.

La réponse du Niger à la proposition de médiation de l'Algérie, pour une sortie de crise, un peu plus de deux mois après le coup d'Etat du 26 juillet... Hier, le ministère algérien des Affaires étrangères affirmait que son voisin avait donné son feu vert. La position des Nigériens ne semble finalement pas aussi claire qu'annoncée par Alger. Niamey veut rester maître de la durée de la transition.

Or, celle-ci ne pourra être fixée que par un forum national inclusif, affirme le

Niger. Un forum annoncé par le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) mais dont on ne connaît pas la date (les préparatifs sont en cours, au niveau régional). Seule indication, jusqu'ici, de durée de la transition : en août, le général Abdourahamane Tiani, nouvel homme fort du pays, disait qu'elle ne pourrait pas dépasser les 3 ans.

Dans son communiqué d'hier soir, le ministère nigérien des Affaires étrangères reconnaît toutefois que le Niger



s'est dit prêt à examiner la proposition de médiation de l'Algérie pour reconquérir sa souveraineté, au cours d'une rencontre qui s'est

tenue à New York la semaine dernière.

Cette mise au point de Niamey intervient quelques

heures après la diffusion d'un communiqué de l'Algérie. Selon ce texte, le Niger a donné son feu vert à sa proposition de médiation pour une solution politique à la crise et le ministre algérien des Affaires étrangères sera envoyé à Niamey très rapidement. Le communiqué ne donne pas plus de précisions sur le contenu de ce plan algérien.

Mais, en août dernier, une transition de 6 mois était sur la table, menée par une personnalité civile acceptée par tous les bords politiques.

T.M. et Rfi.fr

Indice national harmonisé des prix à la consommation

Le taux d'inflation moyen annuel établi à 5,5% en août 2023 dans l'Uemoa

Repère du pouvoir d'achat des consommateurs, l'inflation au niveau régional a connu une légère baisse. Le taux d'inflation en moyenne annuelle au mois d'août 2023, s'est établi à 5,5%. Il a reculé de 0,5 point de pourcentage par rapport au mois précédent. C'est dans ce sens que le rapport sur l'Indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) publié en septembre 2023 par la commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine s'est établi à 122,7 dans l'Union, soit une progression de 0,1% en variation mensuelle.

Instrument de mesure de l'inflation, l'indice des prix à la consommation permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages sur le territoire national. Cette tendance à la baisse a été observée dans les Etats membres à l'exception du Bénin et du Niger où le taux d'inflation a augmenté respectivement de 0,2 et 0,1 point de pourcentage par rapport au mois précédent. Cette inflation au niveau régional au mois d'août 2023, est tirée essentiellement par l'évolution du niveau des prix des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (7,2%), « Transports » (7,6%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (5,7%) et « Restaurant et Hôtel »

(5,8%).

En glissement annuel, seul le Niger a connu une évolution à la hausse du taux d'inflation en comparaison à son niveau de juillet 2023. On note qu'en rythme mensuel, l'évolution de l'indice régional est portée par la hausse du niveau général des prix au Niger (2,1%), au Sénégal (1,8%) et au Mali (0,8%). Cette hausse a été atténuée par les baisses de niveau général des prix observées au Bénin (-2,8%), au Togo (-2,2%), en Guinée-Bissau (-0,6%), au Burkina-Faso (-0,5%) et en Côte d'Ivoire (-0,4%). Comparativement à son niveau d'août 2022, l'indice a progressé de 2,6% dans la zone Uemoa. Sur cette même période, les différentes variations par ordre décroissant enregistrées

sont de 5,4% en Guinée-Bissau, 5,3% au Sénégal, 4,8% au Niger, 3,8% au Togo, 3,6% en Côte d'Ivoire, 2,1% au Bénin, -0,6% au Mali, et -2,0% au Burkina-Faso.

Au Togo, en août 2023,



Un marché de Hédzranawé à Lomé

l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) s'est situé à 125,5 traduisant un repli de 2,2% en variation mensuelle. Comparé à son niveau d'août 2022, l'indice s'est en revanche accru de 3,8%.

La baisse du niveau général des prix, comparativement au mois de juillet 2023, est essentiellement induite par celle du niveau des prix des biens et services des fonctions « Produits

alimentaires et boissons non alcoolisées » (-5,3%) et « Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles » (-1,0%).

La hausse en glissement annuel de l'IHPC du Togo a, quant à elle, été le résultat de la hausse du niveau des prix des fonctions « Restaurant et hôtel » (12,5%), « Produits

des légumes frais en fruits ou racine (8,5%), des volailles (8,6%) et du lait (7,1%). En ce qui concerne les autres fonctions de consommation, les postes ayant le plus contribué à la progression du niveau des prix sont le transport routier de passagers (16,7%), le transport aérien de passagers (23,0%) et les services des restaurants, cafés et établissements similaires (12,6%).

Le taux d'inflation moyen annuel s'est établi à 6,6% en août 2023, soit un repli de 0,3 point de pourcentage par rapport au mois précédent.

L'Indice national harmonisé des prix à la consommation est le fruit d'une même méthodologie mise en place dans les huit pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) en 1996 et renouvée en 2008. Au Togo, l'INHPC a pour population de référence l'ensemble des ménages africains des régions Maritime, des Plateaux, de la Centrale, de la Kara et des Savanes. Depuis 2014, la couverture est devenue nationale et prend en compte aussi bien le milieu urbain que rural.

Edy Alley (stagiaire)

Transport aérien

Asky Airlines dessert désormais Nairobi

La compagnie aérienne Asky vient de matérialiser une de ses ambitions phares. Une nouvelle ligne aérienne vient d'étoffer les offres de la compagnie panafricaine. En direction de l'Afrique de l'Est, le vol inaugural Asky à destination de Nairobi a décollé ce dimanche 01er octobre 2023 du hub de Lomé à 12h40 et a atterri à l'aéroport International Jomo-Kenyatta à 21h25 heure locale. Cette nouvelle destination est une marque de proximité de la compagnie panafricaine à l'endroit de sa clientèle.

La compagnie panafricaine s'approprie de plus en plus le ciel africain par cette nouvelle ligne. Désormais, il est possible de rallier Nairobi au départ de Lomé. Ce nouveau pont aérien qui rallie les deux capitales marque une étape importante dans l'expansion continue de la compagnie et renforce son engagement envers la connectivité aérienne en Afrique. Ce vol direct vers la capitale kényane, Nairobi, offrira aux voyageurs une nouvelle option de transport confortable, pratique et fiable entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est. Nairobi sera desservi trois fois par semaine notamment : les mardis, jeudis et dimanches. Le

départ est prévu à 12h40 à Lomé et l'arrivée à 18h25 à Nairobi. Le vol retour aura lieu les lundis, mercredis et vendredis. L'embarcation est à 6h05 à Nairobi et l'arrivée à 11h40 à Lomé.

Dans le cadre de ce vol inaugural, M. Esayas Woldemariam Hailu, directeur général d'Asky a déclaré : « Nous sommes extrêmement fiers de lancer notre vol inaugural vers Nairobi. Cette nouvelle route renforce notre engagement à relier les villes africaines entre elles et à soutenir la croissance économique de notre continent. Nairobi est une destination économique et culturelle majeure en Afrique de l'Est, et nous

sommes convaincus que notre service de qualité répondra aux attentes des voyageurs d'affaires et de loisirs ».

Caleb Kositany, président du Conseil d'administration de

du Kenya à renforcer le rôle de JKIA en tant que première plaque tournante de l'Afrique, servant de passerelle optimale vers et au départ de l'Afrique de l'Est et l'Afrique Centrale », a ajouté Caleb Kositany.



Un Boeing de la compagnie aérienne Asky en plein vol

la Kenyan Airport authority, représentant le ministre des Transports, a profité de l'occasion pour dévoiler des plans ambitieux pour la construction d'un nouveau terminal moderne à l'aéroport JKIA. « Cette initiative importante reflète l'engagement inébranlable

Fondée en 2007 et ayant fait son vol inaugural le 14 janvier 2010, entre Lomé et Ouagadougou, Asky est une compagnie aérienne 100% privée créée par des institutions bancaires régionales en Afrique et dont 40% des actions est détenue par Ethiopian

Airlines. Asky exploite actuellement une flotte de Treize (13 appareils). Il se concentre sur le développement d'un réseau intra-africain solide qui favorise le développement régional, le tourisme, la

croissance économique et l'intégration régionale en tant que catalyseur économique majeur du continent avec son objectif à long terme d'une entreprise durable axée sur la rentabilité.

Edy Alley (stagiaire)

Economie togolaise

Réformes et initiatives pertinentes

La stratégie économique extérieure du Togo est d'élargir sa sphère des finances, de renforcer sa coopération économique internationale et positionner son statut de télécommunications en Afrique. Pour y arriver, le pays a effectué deux ratifications et voté une loi en juin dernier.

Le gouvernement a entrepris la révision de la Charte des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) qui a été adoptée le 23 novembre 2021. L'adoption de cette charte s'inscrit dans la dynamique d'accompagnement des

objet de fournir aux entreprises industrielles, commerciales, artisanales, agricoles et de prestataires de services, une aide technique en termes de tenue de la comptabilité, de déclarations fiscales et sociales, d'élaboration des états financiers, de

fiscalité et du droit social.

Les autres innovations majeures du texte concernent la prévision de mesures incitatives telles que le bénéfice de subventions aux CGA de forme associative, l'institution d'une marge de préférence au profit des adhérents dans les procédures de passation des marchés publics, la possibilité donnée aux personnes morales d'être adhérents ou clients sous certaines conditions et la création d'une structure au sein de l'administration des impôts chargée du suivi et de l'encadrement des CGA.



Franc FCFA

sociétés du secteur informel vers le secteur formel à travers de nouvelles conditions plus alléchantes. Eu égard à l'importance qu'accorde le gouvernement à la réussite des réformes en général et celle de la réforme 4 (R4) de la Feuille de route 2025 en particulier, un décret portant création, attributions et organisation de l'agence de développement des très petites, petites et moyennes entreprises a été adopté le 7 juillet 2022 dans le cadre de l'amélioration des mécanismes d'accompagnement et d'appui de ces entreprises qui représentent près de 80% du tissu économique national.

Discipline financière à travers les Centres de gestion agréés

Un Centre de gestion agréé (CGA) est un organisme ayant pour

formation, d'information, de conseils et de coaching pour la prévention des difficultés économiques et financières de leurs adhérents.

L'adoption de ce projet de loi s'inscrit également dans la droite ligne des objectifs fixés dans la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 dont un certain nombre d'actions a été initié pour appuyer les entreprises. Le nouveau texte de loi sur les CGA prend en compte les innovations de la directive de l'Uemoa devant permettre aux CGA d'exercer également sous la forme de société de capitaux en plus de la forme d'association antérieurement prévue. De plus, ils pourront assister leurs adhérents ou clients, non seulement dans les domaines de la gestion et de la comptabilité, mais aussi en matière de

Du franc CFA à l'Eco, un véritable tournant pour le Togo

Avec l'approbation du Parlement togolais le 29

de l'Umoa et la France daté du 21 décembre 2019 en Côte d'Ivoire. Il a été signé le retrait de tous les représentants français dans les organes de décision et de gestion de l'Umoa (Conseil d'administration de la Bceao, Commission bancaire et Comité de politique monétaire). Par ailleurs, dans l'optique de faire de la monnaie Eco, le fondement du dynamisme de l'union économique ainsi que de la prospérité des populations des pays concernés, les plus hautes autorités de l'Union ont souhaité conserver deux piliers clefs de la stabilité monétaire de la zone. La loi a pour objet de solliciter l'autorisation de la représentation nationale pour ratifier le nouvel accord qui vient remplacer l'Accord de coopération conclu le 4 décembre 1973 entre les gouvernements des Etats membres de l'Umoa et le gouvernement de la République française. Le nouvel accord de coopération comprend un préambule et dix (10) articles répartis en cinq (5) titres. Le titre premier (article premier) est relatif aux définitions. Le titre II (articles 2 et 3) est dédié aux principes relatifs au rôle du Garant. Le titre III (articles 4 à 7) concerne les relations entre le Garant et l'Uemoa. Le titre IV (article 8) prévoit les dispositions applicables au titre de la prévention et de la gestion

finales.

Ce nouvel accord est un profond réaménagement de l'accord de coopération monétaire qui a prévalu depuis le 4 décembre 1973. Il s'agit d'une avancée majeure réalisée dans l'intégration économique et monétaire des huit pays membres de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa), en mettant en place les bases de leur adhésion à l'Eco, projet de monnaie unique de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

En effet, la création de la monnaie unique de la Cedeao est un des objectifs fondamentaux de cette Communauté, depuis sa création le 28 mai 1975. Son objectif est triple: améliorer les échanges entre les différents pays membres, renforcer la stabilité et la résilience des économies, puis impulser une croissance forte, durable et inclusive au niveau de la région.

« Substantiellement, trois décisions ont été prises à savoir : le changement du nom de la monnaie Franc CFA en Eco, lorsque les membres de l'Union intégreront la nouvelle zone ECO de la CEDEAO; l'arrêt de la centralisation des réserves de change au Trésor français, la fermeture du compte d'opérations et le transfert à la Bceao des ressources disponibles dans le compte ; le retrait de



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

juin dernier, le Togo a ratifié l'accord de coopération entre les Etats membres

de crise. Le dernier titre (article 9 et 10) est consacré aux dispositions

tous les représentants français dans les organes de décision et

de gestion de l'Umoa (Conseil d'Administration de la Bceao, Commission bancaire et Comité de Politique monétaire) »,

budgétaire, la situation financière des organismes publics et l'analyse des risques budgétaires. Sur le plan régional,

politique budgétaire et les hypothèses macroéconomiques. Les recettes budgétaires augmenteraient de 12,9%

période. Selon Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances, l'économie togolaise se porte bien comparativement aux autres pays de la sous-région. L'analyse du DPBEP 2024-2026 indique un taux de croissance moyen de 6,9%.

Économie numérique : le Togo membre de l'Union africaine des télécommunications

Le Togo a franchi une étape majeure dans le domaine numérique avec l'adhésion à l'Union africaine des télécommunications, adoptée le 30 juin dernier 2022 par les parlementaires togolais. L'Union africaine des télécommunications (UAT), créée le 07 décembre 1999 au Cap en Afrique du Sud, joue un rôle majeur dans la défense des intérêts des États africains au sein des instances de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Jusqu'à présent, le Togo avait le statut d'État observateur au sein de l'UAT, ce qui limitait sa capacité à influencer les décisions importantes concernant le pays. Présente à la plénière,

le droit de solliciter le soutien de l'organisation pour faire valoir ses positions ou défendre ses intérêts au sein de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Le Togo rejoint ainsi la communauté des États partageant notre vision d'un continent connecté, prospère et inclusif », a indiqué Cina Lawson.

Cette adhésion marque une étape significative pour le Togo, qui renforce ainsi son influence numérique sur la scène régionale et internationale. En ayant une voix forte au sein de l'UAT et de l'UIT, le Togo pourra contribuer activement aux décisions clés et aux politiques qui façonneront l'avenir des télécommunications dans le pays. Elle offrira également au Togo la possibilité de solliciter des postes au sein de l'UAT et de l'UIT, et de veiller au respect des règles relatives à la diffusion des émissions radiophoniques des autres pays sur le territoire togolais.

« L'Assemblée nationale remercie le gouvernement pour sa participation active et exprime toute son admiration au président de la République, son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, pour sa vision et ses actions tangibles au profit de l'amélioration du quotidien de chaque fille et chaque fils de notre pays », s'est exprimé Yawa Tsègan.

L'adhésion du Togo à l'Union africaine des télécommunications ouvre également la voie à une coopération accrue avec d'autres pays africains, permettant des échanges d'expertise et de bonnes pratiques pour promouvoir le développement durable du secteur des télécommunications sur le continent. Le pays se positionne désormais comme un acteur clé dans le domaine des télécommunications en Afrique, prêt à exploiter pleinement les avantages de la connectivité et de l'innovation technologique pour stimuler le développement économique et social.

Attipoe Edem Kodjo



Yawa Tsègan, présidente Assemblée nationale

a expliqué le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, présent à la plénière en qualité de commissaire du gouvernement. Ainsi, la réforme en profondeur de l'accord de coopération monétaire liant les Etats membres de la zone à la France vise à permettre aux économies de l'Union de se préparer à l'Eco.

Plan budgétaire 2024-2026: augmentation des recettes budgétaires

Lors de sa sixième séance plénière de la première session ordinaire de l'année 2023 tenue le 30 juin 2023, l'Assemblée nationale a examiné le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) pour la période 2024-2026. Ce document a été élaboré dans un contexte mondial marqué par un ralentissement économique et les conséquences de la crise russo-ukrainienne, ainsi que la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays, ce qui pourrait avoir un impact important sur l'activité économique dans son ensemble.

La présentation du DPBEP 2024-2026 s'est concentrée sur plusieurs points, notamment l'évolution de l'activité économique, la situation des finances publiques, les priorités et les choix stratégiques en matière

l'Afrique subsaharienne a également connu un ralentissement économique, avec une croissance économique de 3,9% en 2022 contre 4,8% en 2021. Dans la Cedeao, le taux de croissance est passé de 4,4% en 2021 à 3,9% en 2022. Le Nigeria affiche une hausse de l'activité économique de 3,3% en 2022 contre 3,6% en 2021. Dans l'Uemoa, malgré le contexte de

par rapport à 2022, passant de 1 187,2 milliards en 2023 à 1 223,9 milliards en 2024, 1 298 milliards en 2025 et 1 429,3 milliards en 2026, représentant en moyenne 19,8% du PIB sur la période.

Les dépenses budgétaires atteindraient 1497,1 milliards en 2024, 1496,6 milliards en 2025 et 1 639 milliards en 2026, représentant en moyenne 23,3% du PIB sur la



Cina Lawson, ministre de l'Économie numérique

hausse des prix et des tensions géopolitiques internationales, la croissance économique de l'Union est estimée à 5,7% en 2022 contre 5,9% en 2021.

Les orientations et perspectives des finances publiques pour la période 2024-2026 reposent principalement sur les actions de la

période. Les charges de trésorerie, comprenant les amortissements de la dette intérieure et extérieure, représenteraient en moyenne 7,5% du PIB sur la période. Les ressources de trésorerie passeraient de 689,4 milliards à 714,3 milliards et 776,8 milliards pour les années 2024, 2025 et 2025, soit une hausse moyenne de 6,2% sur la

Cina Lawson, ministre de l'Économie numérique et de la Transformation digitale, a salué l'adoption de ce projet de loi qui ouvre la voie à l'adhésion du Togo à l'UAT, ce qui permettra au pays de devenir membre à part entière. « En adhérant à l'UAT, le Togo quitte le statut d'observateur pour devenir un membre à part entière, ce qui lui donne



COMMUNIQUE DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Relatif à la dépréciation des valeurs des véhicules de plus de cinq (5) ans d'âge

Dans le souci d'assurer un allègement fiscal sur la mise à la consommation des véhicules en souffrance sous douane, en ces moments de vie chère et afin de décongestionner les parcs autos pour inciter aux nouvelles commandes de fin d'année,

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des Opérateurs Economiques qu'il est institué, du 20 septembre au 20 décembre 2023, un taux de dépréciation de 30 % sur les valeurs des véhicules de plus de cinq (05) ans d'âge, conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi N° 2018 - 007 du 25 juin 2018 portant Code des Douanes National.

A cet effet, il est demandé à toutes les personnes bénéficiant de la présente mesure de dépréciation de valeur, de faire valoir leur droit au plus tard le 31 décembre 2023 par la liquidation et le paiement effectif des droits dus. Passé cette date, la dépréciation accordée sera automatiquement annulée.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour l'application correcte de cette mesure.

Fait à Lomé, le 18 septembre 2023

Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

Exposition au plomb

Les conséquences sur la santé humaine et l'environnement

L'exposition au plomb est un risque environnemental très important. Parfois, des organisations de protection de l'environnement attirent l'attention des décideurs, producteurs et des consommateurs sur ses dangers. Mais, on a l'impression que cela tombe vite aux oubliettes. Le plomb a des répercussions graves sur la santé. Il faut donc veiller à éloigner ce danger.

Le plomb est un métal toxique naturellement présent dans la croûte terrestre. Dans de nombreuses parties du monde, la généralisation de son usage a entraîné une importante contamination de l'environnement, une exposition humaine et de graves problèmes de santé publique.

L'exploitation minière, la métallurgie, les activités de manufacture et de recyclage, et l'utilisation du plomb dans une vaste gamme de produits sont autant de sources importantes de contamination de l'environnement. La majeure partie de la consommation mondiale de plomb tient à la fabrication des batteries au plomb pour véhicules motorisés. Cependant, ce métal est également utilisé dans de nombreux autres produits, par exemple : pigments, peintures, soudures, vitraux, vaisselle en cristal, munitions, glaçures céramiques, bijoux, jouets, produits cosmétiques traditionnels, tels que le kohl et le sindoor, et remèdes traditionnels utilisés dans des pays comme l'Inde, le Mexique et le Viet Nam. On peut retrouver des traces du plomb dans l'eau potable quand elle est acheminée dans des canalisations qui sont en plomb ou soudées avec ce métal. Une grande partie du plomb que l'on trouve sur le marché mondial est aujourd'hui issue du recyclage.

Les jeunes enfants sont particulièrement vulnérables aux effets toxiques du plomb, qui peuvent avoir des conséquences graves et permanentes sur leur santé, en particulier sur le développement du cerveau et du système nerveux. Le plomb a également des effets délétères à long terme chez l'adulte, notamment l'augmentation

sont particulièrement vulnérables car, pour une source donnée, ils absorbent 4 à 5 fois plus de plomb par quantité ingérée que les adultes. De plus, leur curiosité naturelle et leur

le fœtus. Les enfants sous-alimentés sont plus sensibles au plomb car l'organisme en absorbe davantage lorsqu'existe un déficit en nutriments comme le calcium ou le fer. Les très jeunes enfants courent le plus de risques, étant particulièrement vulnérables pendant le développement du système

déficience rénale et elle a des effets toxiques sur le système immunitaire et l'appareil reproducteur. Les effets neurologiques et comportementaux seraient irréversibles.

Il n'existe pas de concentration de plomb dans le sang qui soit sans danger. Même des



Un exemple d'exposition au plomb

du risque d'hypertension artérielle, de problèmes cardiovasculaires et de lésions rénales. L'exposition des femmes enceintes à des concentrations élevées de plomb peut entraîner des fausses couches, des mortinaissances, des accouchements prématurés et un faible poids de naissance.

Sources et voies d'exposition

On peut être exposé au plomb au travail et dans son environnement, principalement du fait : de l'inhalation de particules de plomb issues de la combustion de matériaux qui en contiennent, par exemple durant l'extraction de métal par fusion, du recyclage, du décapage de peintures au plomb, du dénudage de câbles en plastique qui contiennent du plomb ou encore des carburants d'aviation au plomb ; de l'ingestion de poussière, d'eau (lorsqu'elle passe par des canalisations en plomb) et d'aliments (lorsqu'ils se trouvent dans des contenants à glaçure plombifère ou soudés avec ce métal) contaminés par le plomb ou de l'ingestion résultant du contact main-bouche.

Les jeunes enfants

habitude de mettre souvent la main à la bouche font qu'ils portent à la bouche et avalent des objets qui en contiennent ou en sont revêtus (terre ou poussière contaminées, écailles de peinture au plomb, etc.). Ce mode d'exposition est encore plus fréquent chez les enfants présentant un pica (trouble psychologique caractérisé par des envies persistantes et compulsives d'ingérer des produits non alimentaires), qui peuvent par exemple ingérer des écailles de peinture grattées sur les murs, les cadres de porte et les meubles. L'exposition à la terre et à la poussière contaminées lors du recyclage de batteries et d'activités minières a entraîné des intoxications au plomb massives et de nombreux décès chez les jeunes enfants au Nigéria, au Sénégal et dans d'autres pays.

Une fois dans l'organisme, le plomb se diffuse vers des organes comme le cerveau, les reins et le foie et vers les os. Il est stocké dans les dents et les os, où il s'accumule au fil du temps. Le plomb stocké dans les os risque de passer dans le sang durant la grossesse et de contaminer ainsi

nerveux.

Effets sur la santé chez les enfants

L'exposition au plomb peut avoir de graves conséquences sur la santé des enfants. À des niveaux élevés, le plomb peut infliger des dégâts considérables au cerveau et au système nerveux central, provoquant le coma, des convulsions et même la mort. Les enfants qui survivent à une intoxication aiguë au plomb risquent de souffrir de handicaps intellectuels et de troubles du comportement permanents. À des niveaux d'exposition plus faibles, qui n'entraînent pas de symptômes évidents, on sait maintenant que le plomb altère de diverses manières de nombreux systèmes de l'organisme. En particulier, il peut nuire au développement du cerveau chez l'enfant, ce qui entraîne une baisse du Quotient intellectuel (QI), des changements comportementaux (réduction de la faculté de concentration et hausse des comportements antisociaux, par exemple) et une baisse des résultats scolaires. L'exposition au plomb cause également anémie, hypertension et

concentrations sanguines aussi faibles que 3,5 µg/dL sont parfois associées à une baisse de l'intelligence de l'enfant, à des problèmes comportementaux et à des difficultés d'apprentissage.

Charge de morbidité

Dans la mise à jour 2021 de la publication de l'Organisation mondiale de la santé consacrée aux aspects connus et inconnus des effets des produits chimiques sur la santé publique, il est estimé que près de la moitié des 2 millions de vies perdues à cause de l'exposition avérée aux produits chimiques en 2019 étaient dues à l'exposition au plomb. À l'échelle mondiale, on estime que l'exposition au plomb représente 21,7 millions d'années perdues du fait des handicaps et des décès (années de vie ajustées sur l'incapacité, ou DALY) en raison d'effets à long terme sur la santé, et est responsable de 30 % de la charge mondiale du handicap intellectuel idiopathique, de 4,6 % de la charge mondiale des maladies cardiovasculaires et de 3 % de la charge mondiale des maladies rénales chroniques.

Edem Dadzie

PRÊT SCOLAIRE

JUSQU'À 05 MOIS DU SALAIRE NET*
DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2023



DISPONIBLE EN 24H
POUR UNE BELLE
RENTÉE SCOLAIRE

*Offre soumise à conditions

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>



Deux héroïnes de la santé pour le Togo

Les prix des Héroïnes de la santé, ont été décernés à Anita KOUVAHEY - EKLU, Directrice Pays Adjointe de l'ONG internationale SANTE INTEGREE/INTEGRATE HEALTH Togo et Afi KPABA, Agent de Santé Communautaire respectivement en 2022 et 2023. Pour l'édition 2023, douze héroïnes venues du Togo, de l'Ouganda, du Ghana, du Burkina - Faso, de la Côte d'Ivoire, du Nigéria, du Sénégal, du Malawi, de l'Ethiopie et du Kenya ont été honorés, toutes des agents de santé communautaires ou des activistes en promotion du droit à la santé pour les femmes.



Le 19 juillet 2023, à Kigali, au Rwanda, l'Organisation Women in Global Health a célébré les héroïnes de la santé lors d'un gala. Cette cinquième édition s'est déroulée en marge de la conférence de Women Deliver. Depuis la création de cette distinction en 2017, 65 femmes leaders représentant toutes les régions du monde, ont été primées comme héroïnes de la santé. Celles-ci ont été identifiées par rapport à leur contribution extraordinaire à la santé mondiale, à l'avancement de la santé en Afrique et au rôle joué dans la défense des droits des femmes, des droits sexuels et reproductifs, et de la santé, en tant que droit pour tous.

Selon Women in Global Health, les femmes représentent 70 % du personnel de santé et 90 % des travailleurs de première ligne, mais continuent d'être regroupées dans des rôles inférieurs, moins rémunérés ou non rémunérés et exclues de la prise de décision. Ces femmes extraordinaires représentent le cœur et l'âme de la santé en Afrique et dans les pays à faible revenu et comprennent des agents de santé communautaires, des sages-femmes, des médecins, des infirmières et des défenseurs de l'égalité des sexes.

Le prix « Heroines of Health » est une reconnaissance du travail exceptionnel accompli par les femmes, qui constituent la majorité du personnel de santé mais dont les contributions restent souvent invisibles

et insuffisamment reconnues. C'est également une occasion de faire le plaidoyer à l'endroit des leaders mondiaux de la santé afin qu'ils prennent des mesures pour une meilleure représentativité des femmes dans la prise de décision en matière de santé, la garantie d'un travail sûr, décent et équitablement rémunéré aux travailleuses de la santé en Afrique et dans les pays à faible revenu.

Deux femmes aux parcours éclectiques
Afi KPABA, Agent de Santé Communautaire (ASC) et Héroïne de la santé (2023) Elle a commencé en 2015 en tant qu'Agent de Santé Communautaire avec Santé Intégrée. Très jeune de par son âge, Afi a voulu faire la différence en contribuant à sauver des vies au sein de sa communauté, une communauté dans laquelle les pesanteurs liées au genre et les normes sociales constituent encore des freins aux changements sociaux. Engagée aux côtés de sa communauté dans laquelle elle est considérée comme une référence, Afi, au fil des années, acquis des expériences et développé des capacités résilientes qui lui ont permis d'apporter des transformations notables. Au sein de sa communauté, Afi a œuvré à l'augmentation du taux de fréquentation des formations sanitaires par les femmes enceintes. Pendant la pandémie de COVID-19, Afi a observé que « beaucoup de gens avaient peur d'aller à l'hôpital. Elle a donc sensibilisé intensément les

femmes à aller aux soins, ce qui a considérablement augmenté le taux de fréquentation. Afi s'est également engagée dans la lutte contre les grossesses précoces qui empêchaient les filles de poursuivre leurs études afin de contribuer au développement du pays et de réaliser leur rêve. Au cours de ses visites à domicile, Afi profite pour sensibiliser les membres de sa communauté sur la nécessité d'envoyer les filles à l'école et d'aller prendre des soins dans les formations sanitaires.

Anita KOUVAHEY - EKLU, Directrice Pays adjointe de l'ONG SANTE INTEGREE, Technicienne en santé et Héroïne de la santé (2022) Technicienne supérieure de la santé de par sa formation,

du Togo, elle réaffirma sa vision en se mettant à la disposition des femmes, des hommes, des adolescentes, des jeunes mariés ou non

Adjointe de l'Organisation Non Gouvernementale Internationale « Santé Intégrée » depuis 2020, elle continue de mettre



pour l'expression et la jouissance de leurs droits en matière de sexualité.

Également membre précurseur de l'équipe du Togo qui a mis en place la formation et l'organisation des Agents de Santé

ses connaissances et expériences au service de son pays, le Togo, par le biais du programme de Renforcement des Systèmes de Santé à travers les interventions à Base Communautaire (RSS BC). Nouvelle expérience,



Anita KOUVAHEY - EKLU s'est engagée aux premières heures à aider la femme à prendre possession de son corps et à en tirer le meilleur à travers la maîtrise de la procréation. Engagée à l'Association

Communautaire dans l'offre de méthodes contraceptives modernes en milieu communautaire y compris l'injection, Anita KOUVAHEY-EKLU, s'est investi corps et âme dans la réalisation de ce programme et surtout pour

nouvelle dynamique mais même engagement, Anita KOUVAHEY-EKLU poursuit sa lutte pour la mise à échelle des interventions à base communautaire, ce qui pour elle, permettra, à coup sûr d'atteindre la Couverture



Anita Kouvahey - Eklu, Directrice Pays adjointe de l'ONG, au milieu, entourée de deux héroïnes

Togolaise pour le Bien-Etre Familiale (ATBEF) après passage à différents postes de responsabilité dans des Formations Sanitaires

l'adhésion des médicaux, avec des preuves qu'un ASC bien formé est un pilier pour l'accès aux soins universels. Au poste de Directrice Pays

Santé Universelle.

Pour elle, « La vie sera belle quand on sera nombreux à rire simultanément »